

**FAP 2019 : RESUMES DES CONFERENCES
DE LA XXVII^{ème} EDITION**

Monsieur **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**, professeur d'Histoire Internationale, Graduate Institute, Genève : "Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne".

Monsieur MOHAMMAD-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU : "Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne".

Professeur Mohamedou, Honorables délégués,

L'année 2018 marque le 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Celle-ci a en effet été adoptée, le 10 décembre 1948, par l'Assemblée générale de l'ONU. Honorables délégués, c'est à une simulation de cette Assemblée générale que vous allez participer le 5 avril 2019 dans la salle du Grand Conseil valaisan.

D'emblée, les liens entre les droits de l'homme et la démocratie ont été clairement établis, entre autres par Eleanor Roosevelt, une des rédactrices de la Déclaration : "*Dans nos démocraties, nous garantissons les libertés en présumant que chacun respectera les droits de l'autre. (...) Nous créons ainsi une forme de vie qui nous permet toutes ces libertés.*"

Durant cette même année 2018, une prestigieuse revue américaine se demande dans son numéro de mai-juin si la démocratie n'est pas en train de mourir.

Vous-même, professeur Mohamedou, vous constatez que les avancées des trente dernières années, en matière de démocratie, droit de l'homme, tolérance, etc., sont actuellement remises en cause, au Nord comme au Sud. Vous constatez entre autres que, je vous cite, "*le racisme et la discrimination raciale font un retour spectaculaire*".

Un professeur de l'université de Harvard, Yasha Mounk, publie un ouvrage, qui devient un best-seller mondial, dans lequel il cherche à expliquer pourquoi la défense des libertés fondamentales et la démocratie "*sont aujourd'hui en plein divorce*". Selon lui, l'époque durant laquelle la démocratie libérale a été le système politique dominant "*pourrait bien être en train de s'achever*".

Dans un article publié la semaine passée, et intitulé "Qui veut éteindre les Lumières", le journal Le Monde se demande "*si les idéaux de progrès, de raison et d'universel, qui élèvent la connaissance et le savoir au-delà des croyances, étaient passés de mode, périmés, voire néfastes.*"

Beaucoup d'analystes considèrent que nous sommes en train de vivre un tournant historique. Ils citent quelques phénomènes illustrant de tournant : l'ascension de partis nationalistes, la démogogie, le repli sur soi, les tendances autoritaristes, les appels à la "grandeur" et à la "pureté nationale", la brutalisation des discours politiques, le complotisme, l'ère post-vérité, les appels à l'érection de murs toujours plus nombreux et toujours plus hauts.

En tant qu'enseignant, un constat me frappe particulièrement : Selon Yasha Mounk, "*en Amérique du Nord comme en Europe occidentale, les citoyens se détournent de la démocratie en nombre de plus en plus important*". Et ceci est tout particulièrement vrai des jeunes : si 71 % des personnes nées durant les années 1930 semblent éprouver un fort attachement à la démocratie, seuls 29 % des personnes nées durant la décennie 1989 considèrent comme essentiel de vivre en démocratie.

Un sondage mené au début de l'été 2018 en France confirme le constat : en 2014, 76 % des Français considéraient que la démocratie est irremplaçable, qu'elle est le meilleur système possible. En 2018, ils ne sont plus que 64 % à être de cet avis. Et seulement 54 % chez les moins de 35 ans.

Pour nous aider à comprendre ce tournant historique, nous avons la chance de recevoir Monsieur Mohamedou, politologue et historien, professeur d'histoire internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, et professeur à l'Ecole doctorale de Sciences Po Paris. Vous avez également été le directeur-adjoint du programme sur les conflits à la prestigieuse université de Harvard.

Après une licence en droit à l'université de la Sorbonne à Paris, vous avez obtenu un doctorat en Sciences politiques à l'université de New York, puis effectué un post-doctorat au Centre d'études du Moyen-Orient de Harvard.

Vous êtes fréquemment sollicité par des médias prestigieux : le New York Times, le Monde, Al Jazeera, et beaucoup d'autres. Vous êtes connu comme un des grands spécialistes mondiaux du terrorisme international. Vous avez également consacré de nombreuses études aux théories et à la pratique de la démocratie. A ce sujet vous avez publié en 2016 un ouvrage intitulé *La démocratisation au 21ème siècle*.

Pour conclure, j'aimerais souligner que vous êtes reconnus pour la finesse, la précision et la rigueur de vos analyses. Avec vous, les sciences sociales méritent vraiment d'être considérées... comme des "sciences".

Monsieur Mohamedou, c'est la deuxième fois cette année que nous vous recevons dans le cadre du Forum annuel de la Planta. Nous mesurons notre privilège, et nous vous en sommes très reconnaissants.

Le professeur Mohamedou commence sa conférence en soulignant le plaisir qu'il a à retrouver les étudiants du Lycée-Collège de la Planta. Il considère que donner une telle conférence est une "*expérience plaisante et enrichissante*".

La thématique abordée cette année dans le cadre du FAP est une discussion importante. Il ne s'agit pas simplement d'une réflexion académique ou secondaire, mais d'une question essentielle de notre temps.

Comment identifier une crise de la démocratie ? Qu'est-ce qu'une culture démocratique ? Quelle valeur assigner à une telle analyse ? Solutionner une telle crise de la démocratie permettra-t-elle de mettre en place une meilleure société ? Mais quelle est cette "meilleure société", sachant que chacun en a sa propre vision ? Et pourquoi ce désenchantement vis-à-vis de la démocratie ? Une crise que l'on voit poindre au ralenti depuis au moins 20 ans. Elle ne date donc pas des récents bons résultats électoraux de Mme Le Pen ou de l'élection de Monsieur Trump.

La langue anglaise distingue les termes de "liberty" et de "freedom". Avec ce dernier on met l'accent un peu plus sur l'aspect juridique. Comment définir la démocratie ? Une telle définition suppose d'entrer dans un débat philosophique, sociétal, éthique. Il faut éviter la fétichisation de ce débat, et essayer d'identifier ce qu'est la démocratie. Décréter que la

subjectivité doit seule présider ici serait de la paresse intellectuelle. Il nous faut donc nommer ce qu'est, cliniquement, la démocratie :

1° Un arrangement institutionnel qui permet d'aboutir à des décisions politiques.

2° Un système de gouvernance dans lequel les décideurs doivent rendre compte de ce qu'ils font à ceux qui les ont élus. Notons à ce sujet que deux des trois derniers présidents américains n'ont pas obtenu la majorité des voix des électeurs.¹

3° Un mécanisme de sélection, juste et honnête, des « bons » décideurs, au final une "*institutionnalisation de l'incertitude*", la seule certitude étant qu'il y aura une prochaine élection (si tout se passe bien).

4° Le plus important, c'est que la démocratie est *un comportement*, une culture universelle. La laïcité est importante, mais elle peut aboutir à la stigmatisation d'autres formes de croyance. La culture démocratique doit permettre d'éviter une telle dérive.

Avec la démocratie, nous sommes dans *une logique de consentement* :

1° On décide de s'opposer à la tyrannie. On fait le choix de s'opposer à la non-démocratie.

2° La démocratie est un processus dynamique : « vous allez me convaincre ou je vais vous convaincre », dit le démocrate

3° Toute démocratie suppose un équilibre entre les différents pouvoirs.

La démocratie n'a pas avancé de manière linéaire : le mouvement de va et vient est constant. Nous ne pouvons donc pas considérer que nous assistons actuellement à un recul. La démocratie est un projet permanent, qui nécessite d'être protégé. C'est un objet

¹ "Il s'est posé en adversaire du système et c'est pourtant ce système qui permet à Donald Trump de devenir président des Etats-Unis. Alors que le milliardaire a remporté 290 grands électeurs, soit plus que la majorité absolue nécessaire pour être élu (270), Hillary Clinton, qui a reconnu mercredi soir sa défaite, a pourtant obtenu davantage de voix dans les urnes: 59.624.426 pour la candidate démocrate contre 59.424.248 pour le républicain. Une situation qui peut surprendre de ce côté de l'Atlantique, mais qui n'en est pas moins parfaitement légale: pour devenir président des États-Unis, le 12e amendement de la Constitution américaine stipule qu'un candidat doit remporter l'assentiment d'au minimum 270 grands électeurs composant le « Collège électoral », soit les 538 grands électeurs répartis à travers les 51 États américains et le district de Columbia. En revanche, la Constitution ne contraint pas le candidat à obtenir la majorité dans les urnes. Ce système de suffrage universel indirect nécessite alors de remporter 51 % des scrutins dans de grands États tels que la Californie, le Texas, ou la Floride, pour rafler la totalité des grands électeurs, soit respectivement 55, 38 et 29 électeurs. Ce système électoral, critiqué par certains, dont Donald Trump lui-même en 2012, comme étant anti-démocratique, a permis à quatre reprises d'ériger un candidat en président sans qu'il détienne pour autant la majorité des voix. Au cours du XIXe siècle d'abord, ce « décalage » a été observé lors des élections disputées de Rutherford B. Hayes en 1876, de Benjamin Harrison en 1888 et de John Q. Adams en 1820, ce dernier étant devenu président suite à un vote du Congrès, n'ayant obtenu une majorité absolue au collège électoral. Plus récemment, en 2000, George W. Bush a remporté l'élection face au candidat démocrate Al Gore alors même que ce dernier disposait d'une avance de 550.000 voix sur l'ensemble du territoire américain. Cette situation, qui s'était traduite par une bataille judiciaire acharnée entre les deux adversaires, avait débuté suite à la demande d'Al Gore de recompter les voix dans l'Etat de Floride, l'un des fameux « Swing States ». Alors que la Cours Suprême de Floride, majoritairement démocrate, avait autorisé le recomptage des bulletins, elle avait été déboutée par la Cour suprême américaine au motif qu'il était impossible de procéder à un recomptage dans les délais imposés par la Constitution américaine. La Floride, dont le gouverneur de l'époque n'était autre qu'un certain Jeb Bush, avait donc été remportée par George W. Bush, lui permettant d'accéder à la Maison-Blanche. Ultérieurement, des recomptages indépendants concluraient pourtant à une courte victoire d'Al Gore en Floride." (Le Figaro, 9.11.2016)

constamment en construction. Guy Hermet considère que la démocratie est un régime politique de l'inachèvement en état de perfectionnement permanent.²

Selon Ibn KHALDOUN, le souverain, voulant s'accaparer le pouvoir absolu, contribue au déclin de la prospérité sociale de la cité.

On peut distinguer trois grandes vagues de démocratisation :

1° En Europe occidentale.

2° En Europe du sud.

3° En Amérique latine.

Le Printemps arabe³ ne doit pas être analysé comme un simple événement local. Dans son sillage immédiat, toute une série de mouvements dans le monde ont en effet exprimé une même forme de révolte :

- Occupy Wall Street aux USA;

- le mouvement des indignés en Espagne, en 2011

² "Il y a un progrès de la démocratie en extension; géographiquement, en surface ou en quantité, elle s'est étendue; de plus en plus de pays sont dits «démocratiques», même si l'on peut douter de la qualité de leurs institutions. Mais en densité, en profondeur ou en qualité, la démocratie recule. Elle s'étend en périphérie mais s'épuise dans nos vieilles démocraties. Ce noyau, affaibli, risque de ne plus pouvoir alimenter son progrès en périphérie, où elle reste imparfaite et souvent caricaturale. (...) Parler de «crise», c'est suggérer que nous vivrions simplement un passage à vide, que la situation va s'arranger. C'est une vue erronée. Je crois profondément que la démocratie telle que nous la concevons n'existera bientôt plus. Plus généralement, il y a maintenant un doute philosophique sur la pertinence de la souveraineté populaire. Et on en vient à récuser la volonté majoritaire qui est pourtant le noyau de la démocratie. Quand, dans un pays du Sud, les élections portent au pouvoir un parti islamiste, n'entend-on pas dire qu'il vaudrait mieux annuler les élections? Ou quand une proportion importante d'électeurs anversoïis donne sa voix au Vlaams Belang, certains ne pensent-ils pas qu'il conviendrait de ne pas tenir compte de leurs bulletins de vote? Ce qui vient d'être fait d'une certaine façon en Suisse, avec l'éviction de Christoph Blocher du gouvernement, en dépit de son triomphe électoral. Surtout, sur le plan pratique, la démocratie a atteint ses limites. C'est le seul régime qui est obligé de se légitimer à chaque élection. Les promesses constituent son carburant. Au début, on a promis le suffrage universel masculin, puis le vote des femmes, puis encore l'abaissement de l'âge du droit de vote - tout cela ne coûtait pas très cher. Ensuite, on a promis la démocratie sociale: l'assurance maladie, les pensions de retraite, la sécurité sociale en général. Maintenant, la démocratie arrive au fond du réservoir des promesses réalisables. Le déclin de la démocratie - et ce n'est pas une coïncidence - accompagne la fin de l'Etat providence. Le moment approche où nos démocraties ne pourront plus faire miroiter quelque cadeau tangible que ce soit. Et, d'ailleurs, les citoyens l'ont compris: la plupart ne croient plus à un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants. Cet espoir, qui soutenait la démocratie, est cassé. (...) Miser sur un sursaut démocratique relève de l'illusion et de la volonté de se tromper soi-même. Ainsi a-t-on confondu la participation exceptionnelle aux élections présidentielles françaises avec un tel sursaut, alors qu'il ne s'agissait que d'un effet de surprise passager, produit par les procédés des principaux candidats. Nous avons de la peine à réaliser et à admettre que la démocratie réelle, «appliquée», telle que nous la connaissons, était largement une ruse. Le reconnaître et imaginer de nouveaux moyens de faire entendre la voix du plus grand nombre serait probablement un progrès. C'est un tort de craindre toujours la nouveauté pour préférer l'éternel hier." (Guy Hermet, *Le Temps*, 8 janvier 2008, <https://www.letemps.ch/opinions/guy-hermet-democratie-telle-concevons-va-disparaitre>)

³ "Le monde arabe est fortement ébranlé en 2011 par un mouvement de nature inédite issu des sociétés qui contestent les modalités de gouvernement autoritaire auxquelles elles sont soumises depuis des décennies. Parti de Tunisie, ce mouvement gagne rapidement l'Égypte, puis plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient. L'incertitude règne encore quant à l'issue des changements, soit que les régimes aient réussi à désamorcer la contestation en faisant des concessions pour maintenir à tout prix la paix sociale (Maroc, Algérie, Arabie Saoudite, Oman, Koweït), soit qu'ils aient exercé une répression féroce (Bahreïn, Syrie, Yémen), soit qu'ils aient été abattus par la contestation de la rue (Tunisie, Égypte) ou au prix d'une coûteuse guerre civile (Libye). Les dynamiques mises en œuvre relèvent avant tout de la politique interne aux États concernés, mais elles ne manqueront pas d'avoir des conséquences régionales, voire internationales, importantes." (Universalis.fr)

- Debout la nuit, en France, au printemps 2016 ;
- le mouvement protestataire de la place Taksim, en Turquie, en 2013
- Black Lives Matter ;
- Ca suffit au Tchad ;
- etc.

Chacun de ces mouvements portait sur des questions différentes. Mais ils avaient un point commun : la démocratie était dans la rue. Car chaque phénomène invite son contraire : plus d'autoritarisme suscite le besoin de plus de démocratie.

Les années 2010 sont marquées par une réelle crise de la démocratie, un pas en arrière :

- Là où elle existe, elle est remise en cause et subit un affaiblissement. Ce désenchantement vis-à-vis de la démocratie constitue un danger réel pour la paix internationale.
- Dans les pays du Sud, c'est les processus de démocratisation qui tendent à un retournement.

Dans les pays anciennement démocratiques, plusieurs éléments dominent :

1° La montée en puissance du racisme, de l'intolérance. Alors que l'on ne parle presque plus du racisme, que l'on s'en inquiète de moins en moins, on assiste à une *routinisation* de celui-ci. Certains groupes sont marginalisés et stigmatisés. Souvent au nom de la défense d'une communauté et de la défense des valeurs démocratiques : c'est là que se trouve le nœud gordien du phénomène, une intelligence malsaine de la défense de la démocratie.

2° L'apathie : le citoyen blasé, détaché, devient un ennemi de la démocratie. Elle est là, elle n'a pas été gagnée, d'où une démobilisation de la défense et de la protection de la démocratie.

3° Le populisme et l'élitisme. Todorov s'inquiète d'une "démésure de la démocratie", soit d'un déséquilibre entre les trois piliers de la démocratie, susceptible de mener au populisme, au messianisme et à l'ultralibéralisme⁴.

Les mouvements contestataires cités précédemment ne doivent pas faire illusion. Nous assistons actuellement à une émasculature de la citoyenneté, par l'Etat, le capital, les firmes, les banques, etc. Cette dépossession des citoyens peut aboutir à des réactions violentes, voire à du terrorisme. Le journaliste Chris Hedges, qui a entre autres écrit l'ouvrage *Wages of Rebellion : The Moral Imperative of Revolt*, dénonce l'attaque du capital sur la démocratie⁵. En 2010, la Cour suprême américaine a levé les limites au financement des

⁴ "Il est devenu clair depuis que les démocraties, de loin préférables aux régimes totalitaires, ont leurs propres faiblesses. On peut dire que leurs principaux ennemis aujourd'hui proviennent du fond d'elles-mêmes : ce sont le messianisme guerrier, l'ultralibéralisme, le populisme xénophobe.", Tzevetan Todorov, "La chute du communisme inaugure une troisième phase de messianisme politique", La Documentation française, 12.11.2011

⁵ "Aucun Américain n'a combattu avec plus de ténacité, de courage et d'intégrité que Ralph Nader pour dénoncer les crimes du pouvoir des entreprises et contrecarrer le coup d'État des entreprises qui a détruit notre démocratie. (...) Les manifestations pour la restauration de notre démocratie ont lieu dans des villes de tout le pays. On voit aussi des citoyens furieux déferler sur Washington pour encercler et occuper le Capitole et les quartiers généraux d'autres agences et institutions gouvernementales afin d'exiger le retour à un régime démocratique. Les élites dirigeantes ont peur. (...) Comme le souligne M. Nader, les représentants élus ont renoncé à leur pouvoir constitutionnel pour obéir aux ordres des sociétés en échange de l'argent des sociétés. C'est un système de corruption légalisée. L'assentiment des gouvernés est devenu une véritable plaisanterie. Les politiciens des deux partis au pouvoir sont les agents de l'exploitation et de l'oppression des entreprises, les ennemis de la démocratie. Ils ne tiennent plus d'audiences publiques au niveau des comités. Ils gouvernent en grande partie en secret. Ils adoptent des projets de loi, la plupart rédigés par des lobbyistes d'entreprise, et nomment des juges pour protéger les entreprises contre les poursuites judiciaires intentées par ceux que ces

campagnes électorales par les entreprises, alors que la loi limitait ce droit. Les groupes d'intérêts privés peuvent donc désormais financer sans limites les partis politiques, de manière anonyme. On assiste à une "*monétisation de la démocratie*".

Le populisme est actuellement redéfini. Le populisme peut être compris comme une réaction face à la corruption de l'élite. Ce terme prend une connotation positive. Les populistes revendiquent le retour à un âge d'or. Donald Trump se présente comme un candidat antisystème, alors qu'il est parfaitement intégré dans le système. Mais se dire antisystème permet également de légitimer des positions anti-noirs, antisémites, islamophobes, anti-migrants, anti-syndicats, etc.

La crise de la démocratie est mondiale. Au Sud, on voit se développer la volonté de construire des démocraties différentes. Mais surtout on assiste à une réaffirmation de l'autoritarisme. Les présidences à vie, mal vues il y a 25 ans, sont aujourd'hui réhabilitées. C'est le cas en particulier en Chine. Dans plusieurs Etats, l'absence de concorde nationale favorise un népotisme inégalitaire. Au Nord, de vieilles idéologies sont réactivées, telles que le fascisme.

L'autoritarisme devient une manière acceptable, voire souhaitable de gouvernance. On a une demande de despotisme. Par exemple au Brésil, avec Bolsonaro. Alors qu'avec Milan Kundera on se moquait de l'autoritarisme des pays communistes de façon subtile et sophistiquée (voir, notamment, son roman *La Plaisanterie*).

entreprises ont lésés, blessés ou escroqués. Ils nient notre droit de saisir les tribunaux. Ils détournent de l'argent de l'infrastructure et des services sociaux en ruine du pays pour soutenir une machine de guerre qui consomme la moitié de toutes les dépenses discrétionnaires. Ils accumulent des déficits massifs pour accorder des réductions d'impôts aux oligarques au pouvoir et orchestrent le plus important transfert de richesse de l'histoire américaine. Ils suppriment le salaire minimum, brisent les syndicats et légalisent la servitude pour dette que les entreprises utilisent pour exiger un tribut punitif de la part des citoyens, y compris des jeunes hommes et femmes forcés d'assumer une dette de 1500 milliards de dollars pour faire des études supérieures. Ils révoquent les lois, les contrôles et les règlements qui freinent les pires abus de Wall Street. Ils abolissent nos libertés civiles les plus chères, y compris le droit à la vie privée et à une procédure régulière. " (<https://www.les-crises.fr/la-revolte-des-rats-%E2%80%A8par-chris-hedges/>)

Questions des délégués du FAP à M. le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, à l'occasion de sa conférence intitulée « Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne », donnée dans le cadre de la 27^{ème} édition du Forum annuel de la Planta, le 22 novembre 2018.



Photographie prise à l'occasion de la conférence intitulée « Les Désenchantements de la Liberté Post-Moderne », donnée par M. le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou dans le cadre de la 27^{ème} édition du Forum annuel de la Planta, le 22 novembre 2018. De gauche à droite : Rita Ferreira Dias, Jessica Kobel, le Professeur Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Victoria Zufferey, Présidente du FAP, Shadia Clivaz et Elise Barratini.

Une première question porte sur la réflexion du philosophe Tzvetan Todorov dans Les ennemis intimes de la démocratie, réflexion qui a été synthétisée pendant la conférence.

M. Mohamedou explique que le philosophe a défini la démocratie libérale comme un système où trois « tendances » se retrouvent conjointement, et où elles sont censées se limiter réciproquement pour atteindre un équilibre précaire : la souveraineté du peuple ; la liberté (par exemple les droits et libertés fondamentales garanties par les constitutions libérales) ; et le progrès (scientifique, technique, des conditions de vie...).

M. Mohamedou précise que l'intérêt de cette réflexion réside notamment dans l'identification des dangers qui menacent les démocraties libérales en leur propre sein (ces menaces sont « intimes »): le fait que l'une de ses trois composantes en vienne à prendre significativement l'ascendant sur les deux autres, remettant ainsi en question l'équilibre précaire du système. La souveraineté populaire peut alors se muer en « populisme », la

liberté en « ultralibéralisme », et le progrès en « messianisme » (avec la tentation de vouloir imposer ses valeurs et sa conception du monde).

Une deuxième question interroge M. Mohamedou sur le sens de l'expression « populisme élitiste ».

M. Mohamedou explique que le populisme a d'abord été analysé comme un mouvement politique d'opposition anti-élitiste. Ces analyses le décrivait comme ne cherchant pas à élever le débat politique, mais plutôt à s'appuyer sur les insatisfactions de ses potentiels adhérents car elles étaient le plus petit dénominateur commun les réunissant.

Mais, depuis 3 ou 4 ans, M. Mohamedou note un changement de paradigme analytique : de nombreux ouvrages semble rationaliser le populisme en le présentant comme une manifestation légitime de la souveraineté populaire.

M. Mohamedou indique que les mouvements populistes peuvent être qualifiés d'« élitistes » à partir du moment où ils adoptent une vision exclusive et hiérarchique de ce que serait le « vrai peuple » dont les intérêts devraient être défendus.

Une troisième question interroge M. Mohamedou sur son positionnement par rapport à l'élection récente de M. Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil.

M. Mohamedou note tout d'abord que M. Bolsonaro a été élu au moyen d'une campagne mettant l'accent sur la sécurisation et l'ordre, tout en remettant en question des valeurs cardinales de la démocratie libérale. M. Mohamedou y voit surtout un signe des temps, l'élection de M. Trump étant révélatrice d'un processus très avancé de non respect des fondements de la démocratie libérale (par exemple les droits de l'homme) sous couvert de représentation des « véritables intérêts » du « véritable peuple ». L'élection de M. Bolsonaro est alors vu comme le fruit d'un mouvement de dissémination dont la matrice se trouve à la Maison Blanche (M. Mohamedou rappelle que M. Bolsonaro a d'ailleurs été significativement qualifié de « Trump des Tropiques »).

Une quatrième intervention vise à comprendre pourquoi la démocratie aurait échoué à s'implanter « chez eux » (dans l'hémisphère sud), en suggérant que le facteur d'échec principal serait l'imposition de la démocratie par les puissances coloniales, ce qui aurait suscité une réaction de rejet.

M. Mohamedou invite tout d'abord à ne pas penser dans les termes clivants de « eux » et de « nous ». Il précise que ce point, qui pourrait paraître lexical, est en fait conceptuel et politique. En effet, les termes utilisés alimentent des schémas de pensée qui contribuent à pérenniser les structures mentales – qui peuvent ensuite être extériorisées – du colonialisme, alors même que l'on souhaite peut-être le dénoncer.

Par ailleurs, M. Mohamedou indique que les formes qu'a prises la démocratie en occident n'en épuisent pas toute la diversité. Des sociétés colonisées avaient en effet institutionnalisé leurs propres pratiques démocratiques avant d'en être dépossédées par les puissances coloniales, qui leur ont substitué un modèle asymétrique (inégalités de droits et devant la loi) qui, en tant que tel, ne pouvait pas susciter l'adhésion.

Une cinquième intervention questionne M. Mohamedou sur le « souffle nouveau » que l'ONU pourrait amener, sur la scène internationale, en faveur du modèle démocratique.

M. Mohamedou explique que l'ONU est en effet la seule organisation démocratique à l'échelle universelle, même si elle l'est imparfaitement. En tant que telle, elle permet de

réfléchir à des modèles démocratiques élargis tout autant que de dialoguer de cette manière entre Etat, ainsi que de s'interpeller entre pairs.

Pour M. Mohamedou, les défis auxquels la démocratie doit faire face sont « intimes », selon l'expression de M. Todorov : aux Etats-Unis, une mécanique d'inattention - due au manque de courage intellectuel de mettre les problèmes en lumière et de dénoncer les atteintes à la démocratie libérale - couplée à des tensions ville-campagne, majorité-minorités (avec un indice révélateur des dysfonctionnements qui est la surpopulation carcérale de la population afro-américaine) et socio-économiques, ont mené M. Trump au pouvoir, celui-ci pouvant être considéré comme un épiphénomène agissant, puisqu'il a en retour un impact de renforcement de ces logiques.

La sixième question porte sur la situation démocratique au Venezuela.

M. Mohamedou répond en élargissant la perspective : lorsque, en 2017 au Kenya, un 1^{er} tour à l'élection présidentielle est annulé et que le 2^{ème} tour apparaît théâtral ; lorsque les règles de la démocratie sont instrumentalisées au Venezuela ; lorsque, comme ce fut le cas lors de l'élection présidentielle américaine de 2000 entre M. Bush et M. Al Gore, on a procédé à un recomptage des voix pour départager les deux candidats - ce qui a entraîné une forme de crise institutionnelle sur la durée – on se dirige vers des mesures juridiques qui font que, si l'on respecte les règles formelles de la démocratie (voire les instrumentalise), on n'en conserve pas l'esprit (la représentativité populaire notamment).

Ainsi, on assiste dans le monde à une logique de renforcement d'un « continuum autoritaire » qui part des démocraties en voie de juridicisation pour s'étendre jusqu'aux régimes dictatoriaux.

En septième lieu, un délégué s'interroge sur la résurgence du racisme.

M. Mohamedou affirme que l'on assiste à un renforcement des dynamiques du racisme, celui-ci n'ayant jamais cessé d'exister. Dans un article publié récemment dans Le Temps⁶, il en expose les facteurs clés, cherchant à comprendre pourquoi cela se fait dans l'indifférence. Du côté des facteurs, on trouve une « banalisation sociétale » du phénomène, qui en masque la continuité : une bonne partie des citoyens des démocraties occidentales ne considère pas (plus) le racisme comme un problème actuel. Même ceux qui en admettent l'actualité ne souhaitent pas lutter contre ce phénomène qui ne les atteint pas directement. Mais M. Mohamedou affirme que si l'on ne comprend pas que les droits de chacun doivent être défendus par tous, la démocratie libérale est sérieusement en voie d'affaiblissement.

Par ailleurs, l'élection d'hommes politiques à la rhétorique discriminatoire a un effet d'entraînement sur leurs citoyens (une « exemplarité négative »). Enfin, les diverses entreprises de « rationalisation » - que ce soit des logiques socio-économique et politique discriminantes, ou alors de ces élections - ont été rationalisées, normalisées, ce qui est un troisième facteur clé qui contribue à faire du racisme un phénomène acceptable au sein des démocraties contemporaines.

M. Mohamedou évoque ensuite l'ouvrage du politologue Yascha Mounk, Le peuple contre la démocratie. Celui-ci met bien en évidence les dangers d'une « fétichisation du peuple », car ce dernier peut se tromper. Il cite le fameux dicton de Churchill, pourtant considéré (en occident) comme un défenseur de la démocratie : « le meilleur argument contre la

⁶ <https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/2018/07/23/le-retour-du-racisme/>

démocratie est un entretien de cinq minutes avec un électeur moyen. » En démocratie, le peuple a certes une légitimité, mais pas une infaillibilité.

Une ultime question interroge M. Mohamedou sur la pertinence d'une réflexion qui viserait à modifier en profondeur la démocratie.

M. Mohamedou rappelle que la démocratie, sous sa forme actuelle, a été présentée, (notamment par Winston Churchill) comme « le moins pire des systèmes politiques », ce qui ne signifie pas que c'est le meilleur. Il paraît donc toujours pertinent d'essayer d'en imaginer de nouvelles formes, de nouvelles dynamiques, une amélioration s'avérant peut-être envisageable. Mais celle-ci devrait néanmoins prendre en compte certains impératifs liés à des invariants (par exemple le risque d'abus de pouvoir qui devrait être limité par la multiplication de dispositifs de contre-pouvoirs).